

COMMUNIQUE DE PRESSE

Deuxième mission d'observation judiciaire à Chypre :

Tandis que les poursuites judiciaires contre Doros Polycarpou reprennent, l'attention et le soutien internationaux s'intensifient

A l'occasion de la première audience dans le procès intenté contre Doros Polykarpou, le Directeur exécutif de KISA, qui était fixée à la date du 12 décembre 2011 à Larnaca, à Chypre, le Réseau euro-méditerranéen des droits de l'Homme (**REMDH**), la Plate-forme pour la Coopération internationale sur les Sans-papiers (**PICUM**), le Réseau européen contre le racisme (**ENAR**), **Migreurop**, la Fondation internationale pour la protection des défenseurs des droits humains (**Frontline Defenders**), le Réseau européen anti-pauvreté (**EAPN**), l'Association européenne pour la défense des droits humains (**AEDH**) et l'Institute of Race Relations (**IRR**) ont organisé une deuxième mission d'observation judiciaire. Plusieurs rencontres avaient été programmées avec des représentants des autorités chypriotes, afin d'exprimer à nouveau l'inquiétude de ces organisations à propos de la « criminalisation » dont Monsieur Polykarpou fait l'objet. Il est poursuivi pour « émeute » à l'occasion du Festival Rainbow de 2010 à Larnaca, accusation que la délégation estime être non fondée.

La délégation regrette profondément le report de l'audience, prononcé pour des motifs peu clairs. Il est tout aussi regrettable que plusieurs réunions programmées avec les autorités responsables aient été annulées par elles à la dernière minute, ce qui amène la délégation à douter de la coopération des autorités dans ce dossier.

Plus d'un an après les événements tragiques survenus lors du 13^e Festival Rainbow à Larnaca, la délégation est particulièrement inquiète du fait qu'aucune enquête indépendante n'a été requise concernant le manquement présumé de la police à son devoir de protection des personnes qui participaient à ce festival.

Par ailleurs, le procès intenté contre M. Polykarpou a été pointé par la Communauté internationale, et notamment le Conseil de l'Europe, comme un sujet sérieux de préoccupation. Ces préoccupations semblent n'avoir guère eu d'impact sur les poursuites.

“Nous exhortons les autorités chypriotes à adopter une position ferme pour protéger les droits des défenseurs des droits humains, tout particulièrement dans la perspective de la présidence de l'UE que Chypre assumera l'an prochain. Nous sommes déterminés à mobiliser autant de soutien que possible afin qu'une enquête indépendante soit menée et que les accusations portées contre M. Polykarpou soient abandonnées », a déclaré Marie Lavrentiadou (REMDH) qui participait à la mission.

Pour plus d'informations:

Marie Lavrentiadou – EMHRN, marie.lavrentiadou@wanadoo.fr (également en grec)

Nicola Flamigni – PICUM, nicola.flamigni@picum.org

Marie Martin – Migreurop, marie.mm.martin@hotmail.fr

Celina Kin Armbrust – ENAR, Celina@enar-eu.org



PLATFORM FOR INTERNATIONAL COOPERATION ON
UNDOCUMENTED MIGRANTS

Michele LeVoy, Directrice



European Network Against Racism
Réseau européen contre le racisme
Europäisches Netz gegen Rassismus

Michaël Privot, Directeur



EURO-MEDITERRANEAN HUMAN RIGHTS NETWORK
RÉSEAU EURO-MÉDITERRANÉEN DES DROITS DE L'HOMME
الشبكة الأوروبية - المتوسطية لحقوق الإنسان

Marc Schade-Poulsen,

Directeur



Olivier Clochard, Président



Pierre Barge, Président